



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction Générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES DE L'AFRIQUE DE L'EST ET DE L'OCEAN INDIEN

UNE PUBLICATION DES SERVICES ÉCONOMIQUES DE L'AEIO

15 janvier 2022



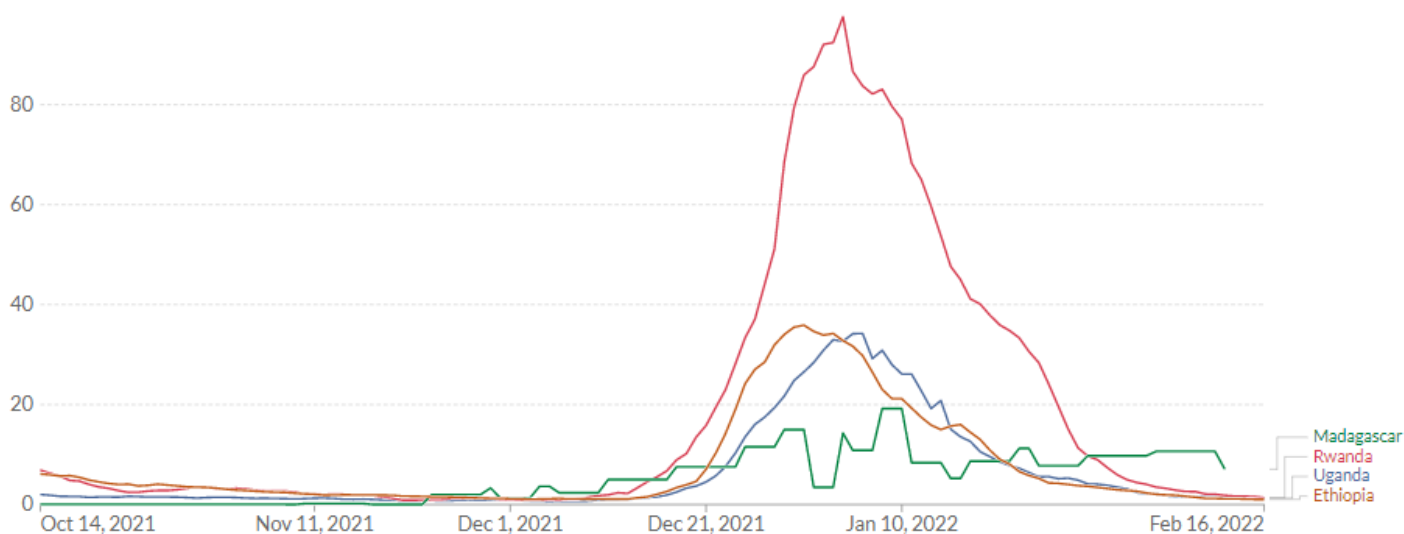
Evolution de la situation sanitaire

Daily new confirmed COVID-19 cases per million people

7-day rolling average. Due to limited testing, the number of confirmed cases is lower than the true number of infections.

Our World
in Data

LINEAR LOG



Source: Johns Hopkins University CSSE COVID-19 Data

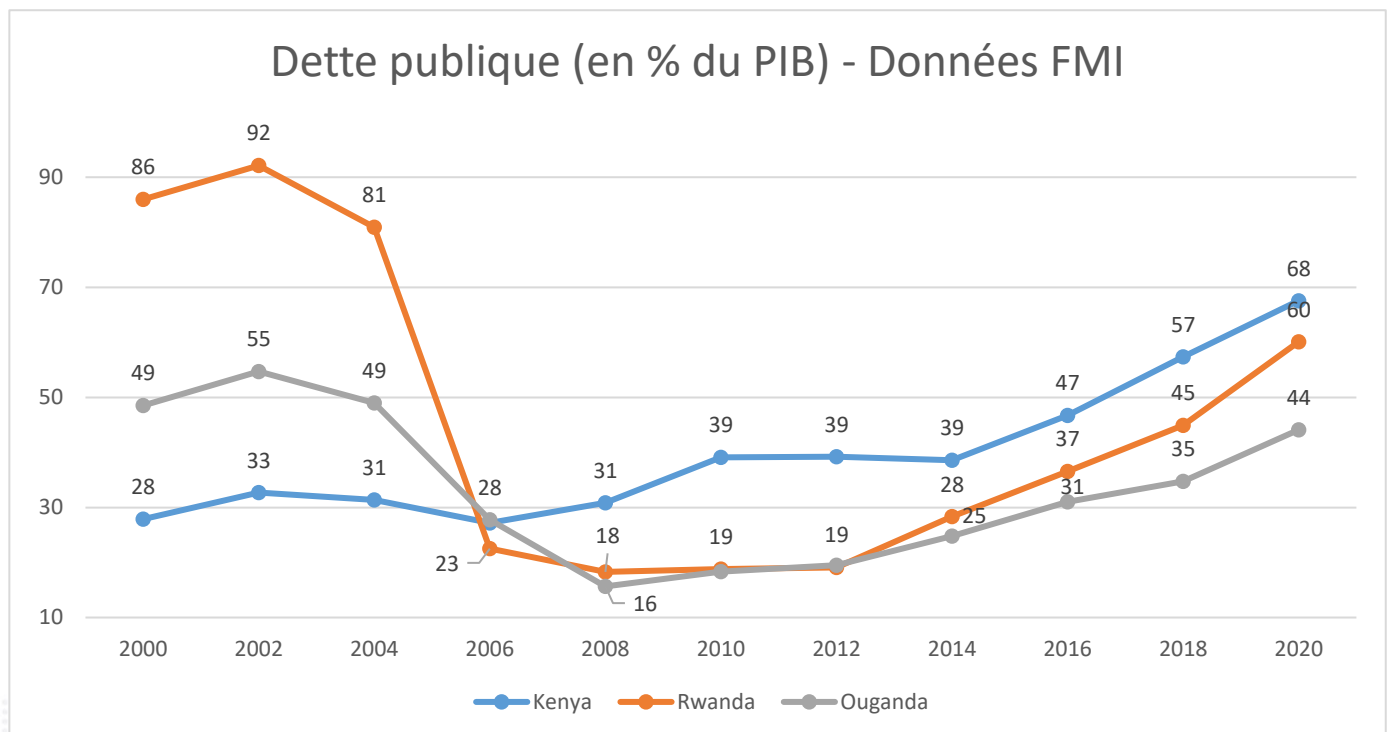
CC BY

▶ Mar 18, 2020

Feb 16, 2022

Les ratios de dette sur PIB continueront d'augmenter en 2022 dans au moins 10 pays d'Afrique Sub-Saharienne, notamment au Kenya, Rwanda et Ouganda

Dans un rapport publié jeudi, l'agence de notation *Fitch Ratings* prévoit que les ratios dette/PIB continueront à augmenter en 2022 et l'année prochaine dans plus de la moitié des 19 pays d'Afrique subsaharienne évalués et cite, parmi les pays les plus à risque, le Kenya, le Rwanda et l'Ouganda. L'instabilité socio-politique, le manque d'investissements publics, la croissance en berne ainsi que la hausse des taux d'intérêt dans les grandes économies comme les Etats-Unis, qui augmentera les coûts d'emprunt mondiaux, expliquent en partie le risque de dégradation des notations de crédit. Le Kenya, le Rwanda et l'Ouganda font l'objet d'un avertissement de dégradation, avec des notes de B+/Négatif. A l'inverse, la situation s'améliorerait pour les Seychelles notées B+/Stable grâce à une reprise de l'activité touristique.



Burundi

Les Etats-Unis aident le pays à hauteur de 400 MUSD

D'après le ministre des Affaires étrangères burundais, une aide d'un montant de 400 MUSD sera versée par les Etats-Unis pour aider le pays, une annonce qui intervient quelques jours après la promesse d'aide également effectuée par l'Union Européenne. Dans un tweet du ministre Albert Shingiro a précisé que l'accord viserait à soutenir le gouvernement du président Evariste Ndayishimiye pour un développement durable dans les secteurs de l'éducation, l'agriculture, l'environnement ou de la gouvernance. Si le gouvernement américain a confirmé la signature d'un accord de 5 ans entre les deux pays, aucun montant n'a été évoqué. La signature de cet accord intervient quelques mois après la fin des sanctions imposées au Burundi par les EU en 2015 en raison des violences qui avaient agité le pays suite à la troisième candidature consécutive de l'ancien président Pierre Nkurunziza.

L'Union Européenne lève ses restrictions

Mardi 8 février, le Conseil Européen a décidé d'abroger la décision prise en 2016 où il imposait la suspension de l'aide financière directe au gouvernement burundais. Si le président Evariste Ndayishimiye, le patron de la diplomatie burundaise Albert Shingiro et l'ambassadeur de l'UE au Burundi Claude Bochu saluent cette décision, les réactions sont plus mitigées de la part de certains membres de la société civile. Avant de suspendre son aide, l'appui budgétaire annuel de l'UE s'était élevé à environ 196 MEUR depuis 2004, comprenant entre autre un projet d'appui à la santé de 40 MEUR pour le financement direct des soins de santé et un appui de 15 MEUR pour la nutrition et les

subventions aux engrais. La fin des restrictions apparaît donc comme favorable à l'activité économique pour beaucoup d'organisations burundaises.

Comores

Le FMI achève la première revue du Programme de référence pour les Comores

Le FMI a publié la première revue du Programme de référence (*Staff Monitored Program*) pour l'Union des Comores lancé en juillet 2021. Les perspectives économiques s'améliorent : le taux de croissance a atteint 1,6 % en 2021, et devrait s'accélérer à 3,8 % en 2022. La relance des activités économiques devrait entraîner une inflation de 1,6 % en 2022 (après une déflation de 1,0 % l'année précédente). Six des sept indicateurs quantitatifs fixés ont été atteints au 31 décembre 2021 (en matière de recettes fiscales, de niveau des réserves de devises, de transferts monétaires sociaux, d'arriérés de la dette intérieure et extérieure, et des dettes non concessionnelles). Les Comores devraient par la suite bénéficier d'un nouveau programme de Facilité élargie de crédit (FEC) au cours du deuxième semestre 2022.

Djibouti

Pas de brèves cette semaine

Erythrée

Pas de brèves cette semaine

❖ Ethiopie

Signature d'un protocole d'accord entre la Banque centrale et Afreximbank

La Banque africaine d'import-export (*Afreximbank*) et la Banque nationale d'Éthiopie (NBE) ont signé un protocole d'accord le 8 février 2022. Cet accord permet de mettre en place dix axes de collaboration dont la possibilité pour la NBE de bénéficier de prêts bancaires jusqu'à 500 MUSD dans le cadre du programme de facilitation du commerce en Afrique (AfTRAF) d'*Afreximbank*; l'insertion de la NBE dans le Programme de dépôt des Banques centrales (CENDEP) qui permet de mutualiser une partie des réserves des Banques centrales africaines afin de soutenir le commerce des pays africains; la mise en place d'une structure de financement destinée à soutenir l'importation de blé par le gouvernement éthiopien ainsi que les obligations de paiement liées à l'importation de produits de base essentiels. Enfin, dans un contexte de pénurie de devises, *Afreximbank* envisage de soutenir la NBE afin de permettre à l'Éthiopie d'honorer les paiements commerciaux et les paiements de la dette qui arrivent à échéance et d'éviter les défauts de paiement commerciaux.

Lancement d'un programme de 218 MUSD par l'USAID en région Amhara

L'agence de développement américaine, USAID a annoncé le lancement d'un « programme de résilience » pour les déplacés internes de la région Amhara. L'agence prévoit de contribuer à hauteur de 11 Mds ETB (218 MUSD) pour le soutien de 500 000 personnes en région Amhara. Le financement permettra de mettre en place des activités de reconstruction, dont la

réhabilitation des terres et la formation de jeunes. L'USAID a également remis du matériel médical au Bureau régional de la santé d'Amhara, y compris dix machines de dépistage de la tuberculose et du matériel pour quatre blocs de maternité nouvellement construits dans les centres de santé régionaux. Ce don intervient alors que le conflit qui dure depuis plus d'un an avec le TPLF en Éthiopie a entraîné entre autres un déplacement important des populations (4,2 M de déplacés dans le pays contre 2,1 M fin 2020) ainsi que le pillage d'infrastructures de santé.

❖ Kenya

La Banque Centrale du Kenya interroge le grand public sur la possible introduction de sa propre monnaie numérique

Initialement contre la mise en place des actifs cryptographiques, la Banque Centrale du Kenya (CBK) a dans un papier de réflexion publié en février envisagé l'introduction de sa propre monnaie numérique, la *Central Bank Digital Currency* (CBDC), et laisse aux parties prenantes et au grand public jusqu'au 20 mai pour donner leur avis sur le sujet. En effet, bien que l'entreprise *Safaricom* ait introduit le paiement mobile via M-Pesa en 2007, la CBK avait émis des réserves quant à l'introduction d'une monnaie numérique. La contrainte rencontrée par les banques commerciales par le mouvement des dépôts en monnaie digitale, l'exclusion financière des personnes n'ayant pas accès aux connaissances ou infrastructures technologiques nécessaires ou encore l'augmentation potentielle du risque de blanchiment d'argent apparaissent parmi les risques mentionnés. Cependant, la CBK concède qu'une monnaie numérique permettrait par exemple de réduire les coûts de paiements transfrontaliers. La banque conclut que pour être effective, la monnaie numérique devrait être adoptée par

tous les pays de la région, une initiative déjà en cours en Tanzanie par exemple où le gouvernement a annoncé l'année dernière qu'il travaillait sur une directive pour l'introduire.

L'Etat abandonne son projet de donner 1 Md KES aux PME

Le Trésor renonce à investir 1 Md KES supplémentaire dans le plan du président Uhuru Kenyatta qui visait à rendre l'accès au crédit moins risqué pour les petits commerçants. La suppression du programme intervient après qu'une évaluation du Trésor a montré que seules 334 entreprises ont eu accès à des prêts dans le cadre du programme de garantie de juin 2020 à 2021, sur les 7 millions de micro, petites et moyennes entreprises (MPME) que compte le pays. Des facilités de crédit d'un montant de 634,5 MKES (5,6 MUSD) ont été émises par les sept banques qui ont adhéré au programme soutenu par l'État. Pour rappel, le Trésor kényan a déjà injecté 3 Mds KES (26,4 MUSD) dans ce programme, qui devrait atteindre 10 Mds KES selon les vœux du gouvernement.

La Banque mondiale a attribué 624 MUSD de projets routiers à des entreprises chinoises

Parmi les projets autoroutiers récents entrepris par la *Kenya National Highways Authority* (KeNHA) et financés par la Banque mondiale, 624 MUSD de contrats ont été attribués à des entreprises chinoises. Cette importante représentation des entreprises chinoises dans les marchés de la Banque Mondiale illustre leur forte compétitivité. A titre d'exemples, la construction du tronçon routier de 20 km entre Athi River et Machakos est réalisée par *China Railway 21st Bureau Group Company*, tandis que la *China State Engineering Corporation Limited* modernise la liaison de 40 km entre Lokichar et Loichangamatak. Plus généralement, les projets entrepris par des structures chinoises représenteraient 85 % de la valeur des contrats de la KeNHA. Une analyse récente du *Business*

Daily illustre également la dominance chinoise dans les projets routiers urbains de la *Kenya Urban Roads Authority* (KURA) en 2021, dont 50 % auraient été attribués à des entreprises chinoises, pour une valeur de 200 MEUR.

Kenya Railways achète des locomotives chinoises pour la ligne Nairobi - Kisumu

Kenya Railways a fait l'acquisition de sept locomotives auprès d'une entreprise chinoise afin de répondre à l'augmentation de la demande sur la ligne de train Nairobi - Kisumu. *Kenya Railways* a indiqué que ces locomotives seront livrées fin mars pour une mise en service début avril, sans révéler le montant total des acquisitions. Ces équipements devraient permettre de renforcer les liaisons hebdomadaires entre les deux villes, en augmentant les fréquences d'une à trois liaisons par semaine. Les services ferroviaires entre Nairobi et Kisumu ont été rétablis en décembre 2021, suite à la réhabilitation de la ligne de *meter gauge railway*, après 10 ans d'inactivité. Le prix d'un billet Nairobi - Kisumu en seconde classe s'élève à 600 KSH (5 EUR), tandis que les passagers de première classe paient 2000 KSH (15,5 EUR).

Madagascar

Le groupe Talys inaugure trois hôtels sous franchise Radisson

Le groupe Talys Madagascar a inauguré le 14 février trois hôtels sous franchise du groupe hôtelier américain *Radisson Hotel Group*, détenu depuis 2018 par des capitaux chinois. Deux hôtels existants ont été réaménagés : le *Radisson Hotel Antananarivo Waterfront*, doté de 30 chambres (ex-*Tamboho Boutik Hotel*) et le *Radisson Serviced Apartments Antananarivo City Center*, doté de 56 appartements (ex-*Tamboho Suites*). Un nouvel hôtel a été construit, le *Radisson Blu Hotel Antananarivo Waterfront* comprenant 168 chambres. Il s'agit

de la deuxième implantation de Radisson dans l'Océan Indien après Maurice et son 32^{ème} marché en Afrique.

Le groupe Filatex acquiert 41 % des parts de la start-up française Energestro et reprend le parc thermique de Symbion Power

Le groupe malgache Filatex a récemment acquis 41 % des parts de la start-up française Energestro spécialisée dans le stockage d'énergie pour un montant de 11,4 MUSD. Il a également fait l'acquisition d'une centrale thermique de 40 MW détenue par l'américain Symbion Power. Le groupe prévoit de coupler cette centrale située à Mandrozeza (sud de la capitale) avec de l'énergie solaire, dans la lignée des centrales hybrides qu'elle développe dans des grandes villes du pays (Diégo Suarez, Majunga, Tamatave et Tuléar) à travers sa filiale Enelec. Filatex ambitionne de fournir à moyen terme une puissance de 210 MW à Madagascar.

Maurice

Partenariat entre le Mauritius Research and Innovation Council (MRIC) et le PNUD pour l'économie verte et la digitalisation

Le Mauritius Research and Innovation Council (MRIC), bras armé du ministère des Technologies de l'information, de la communication et de l'innovation, a signé un protocole d'entente avec le bureau du PNUD à Maurice. Ce partenariat prévoit un partage de données et un échange d'expertise pour le développement et le financement de projets contribuant à l'économie verte et à la digitalisation. Il permettra également de renforcer la dimension régionale et internationale de l'action des autorités mauriciennes dans un secteur qu'elles

identifient depuis plusieurs années comme un axe stratégique pour le développement du pays.

Ouganda

SEACOM acquiert des infrastructures d'Africell et accélère son implantation en Afrique de l'Est

Le fournisseur panafricain de services de télécommunications par fibre optique, SEACOM, a annoncé avoir acquis certaines infrastructures de l'opérateur télécoms Africell Uganda. Africell Uganda a mis fin à ses activités en Ouganda en octobre dernier. Ce retrait du marché ougandais répondait au souhait de l'entreprise de réorienter ses investissements vers d'autres pays africains, alors qu'elle était confrontée à une hausse de son endettement (son passif courant représentait le double de son chiffre d'affaires pour l'année 2018). L'acquisition des installations concerne un centre de données de 250m², 760 Km de fibre optique à Kampala et dans les villes environnantes, ainsi que des bureaux pour les employés.

L'acquisition fait écho à la stratégie de croissance quinquennale de la société sud-africaine en Afrique de l'Est. En octobre 2021, SEACOM avait racheté l'infrastructure métropolitaine de fibre optique de Hirani Telecom au Kenya. L'engouement pour le marché de fibres optiques d'Afrique de l'Est a été alimenté par une étude sur le potentiel du marché de la zone en 2019, financée par l'Agence américaine pour le commerce et le développement (USTDA). Aujourd'hui, SEACOM fournit des solutions de gros et d'entreprises sur le marché ougandais (majoritairement pour des institutions financières et des organisations publiques) et voudrait élargir son portefeuille client.

❖ Rwanda

La Banque nationale augmente son taux d'intérêt pour la première fois depuis presque 10 ans

La Banque nationale du Rwanda a augmenté de manière inattendue son taux d'intérêt de référence d'un demi-point de pourcentage pour la première fois en dix ans, qui atteint ainsi 5 %. Cette décision intervient après la prévision d'une inflation moyenne de 7,5 % cette année, contre environ 0,8 % en 2021, et en partie due à une hausse anticipée du coût des denrées alimentaires. La Banque centrale cherche ainsi un équilibre entre endiguement de l'inflation et soutien à la reprise économique, alors qu'elle prévoit un ralentissement de la croissance économique en 2022 à environ 7,2 % contre 10,2 % en 2021 selon les estimations.

❖ Seychelles

Pas de brèves cette semaine

❖ Somalie

Pas de brèves cette semaine

❖ Soudan

Rejet de la réforme de l'armée et réserves sur l'aide extérieure par le Président du Conseil de la souveraineté

Dans sa première interview post coup d'Etat du 25 octobre, accordée à la télévision publique, le général al-Burhan a rejeté toute réforme ou restructuration de l'armée et de l'appareil

sécuritaire pendant la période transitoire, prétextant que seul un gouvernement élu disposerait d'une telle légitimité, sans préciser cependant si les sociétés commerciales appartenant à la sphère militaire étaient également concernées. Interrogé sur les opportunités économiques perdues pour le Soudan suite à la suspension de l'aide internationale après la prise du pouvoir par l'armée, le Président du Conseil Transitoire de Souveraineté a indiqué, tout en reconnaissant n'être pas un bon connaisseur de la matière économique, que tabler sur 40 % d'aide étrangère dans le budget, comme cela aurait été le cas au cours des deux dernières années, était une erreur. C'est ainsi que le budget 2022 ne compte que sur la mobilisation des ressources internes, malgré les difficultés que va rencontrer la population. Un exemple de cette mobilisation des ressources est la forte augmentation des coûts des permis de conduire (+ 92 %) ou encore du contrôle technique des véhicules (+ 180 %).

❖ Soudan du Sud

L'ONU alerte sur le risque d'un nouvel épisode de conflit

D'après Yasmin Sooka, présidente des droits de l'homme à l'ONU pour le Soudan du Sud, il « existe un véritable risque de revenir à une situation de conflit ». L'échec de former une armée unifiée a créé un climat propice aux violences, notamment inter-ethniques et politiques, et à la polarisation de la société. Des luttes politiques intestines s'ajoutent à ce climat, induisant une instabilité politique grandissante, résultant elle-même des oppositions croissantes dans le camp du Vice-président Machar. Ces oppositions ont conduit à des affrontements entre factions, causant la mort d'au moins 32 individus. Le climat d'instabilité politique et sécuritaire fragilise de jours en jours l'accord de paix de 2018 et accentue le risque de crise politique dans le pays, sur fond de violence et de

violation des droits de l'homme et dans le contexte d'élection générale prévu en 2023.

Tanzanie

La Chine fournira les wagons SGR de la Tanzanie

Le directeur général de l'opérateur des chemins de fer tanzaniens, *Tanzania Railways Corporation* (TRC), Masanja Kadogosa a déclaré que le gouvernement avait attribué le mardi 8 février un contrat de 127,2 MUSD à la *Chinese Corporation Limited* (CRRC) pour la fourniture de 1 430 wagons de fret modernes. La construction des wagons prendra 12 mois. Ils seront utilisés pour transporter des véhicules, du bétail, du carburant et d'autres marchandises. La Tanzanie affiche ces dernières années son ambition de devenir une plaque tournante du commerce régional en Afrique de l'Est. Le pays consent d'énormes investissements pour étendre son réseau ferroviaire, avec des embranchements prévus pour déboucher sur les Etats voisins, dont le Burundi, la RD Congo, la Zambie, le Rwanda et l'Ouganda. Le plan d'extension vise à porter le linéaire total de chemin de fer à 2 561 km. Le port de Dar es Salam est, vu sa situation géographique, une infrastructure stratégique pour l'approvisionnement des pays environnants. Pour mieux profiter de cet atout, la Tanzanie entend développer sa couverture ferroviaire.

Lancement officiel de la construction du projet historique de routes périphériques à Dodoma

Le président du Groupe de la Banque africaine de développement, Dr Akinwumi A. Adesina, s'est joint mercredi 9 février à la présidente tanzanienne Samia Suluhu Hassan pour procéder au lancement officiel de la construction du projet historique de rocade extérieure de la ville de Dodoma. Le projet routier de 112,3 kilomètres

fait partie d'un plan directeur du pays qui vise à transformer l'agglomération de Dodoma en ville prospère et durable pour ses 2,4 millions d'habitants. Il dessert les marchés régionaux de la Tanzanie, du Burundi, du Rwanda, de l'Ouganda et de la République démocratique du Congo. Le Groupe de la Banque africaine de développement a approuvé le financement de la rocade extérieure de la ville de Dodoma en 2019. Le coût total du projet est de 214,7 MUSD, la Banque fournissant près de 65 % du financement, soit 137,3 MUSD environ. 41,8 MUSD proviennent du fonds *Africa Growing Together*, financé par la Banque populaire de Chine. La contribution du gouvernement tanzanien à ce projet s'élève à 34,5 MUSD.

La JICA accorde un prêt de 93 MUSD pour renforcer l'accès à l'eau potable à Zanzibar

Signé le 4 février 2022 entre l'ambassadeur du Japon en Tanzanie et le secrétaire permanent du ministère tanzanien des Finances et de la Planification, l'accord de prêt, d'un montant de 93 MUSD, vise à améliorer les installations de distribution d'eau en zone urbaine à Zanzibar. Les fonds, qui proviennent de l'agence japonaise de coopération internationale (JICA), bénéficieront à l'Autorité de l'eau de Zanzibar. Le projet ciblé sur la région urbaine à l'ouest de l'île d'Unguja, présente plusieurs composantes : i) renouvellement de la source d'eau existante, ii) construction d'un réservoir de stockage, et iii) raccordement des ménages à l'eau potable. Ce projet répond aux priorités du gouvernement zanzibarite, qui avait sécurisé en 2020 268 MUSD des bailleurs et sur le budget national, pour le financement des projets d'eau et d'assainissement à travers l'archipel, confronté à une diminution de ses ressources en eau (surconsommation, pollution, pertes sur les réseaux).



CONTACTS

Kenya, Somalie, Burundi, Rwanda

Page pays : [Kenya](#) / [Somalie](#) / [Burundi](#) / [Rwanda](#)

Twitter : [DG Trésor Kenya](#)

Contact : Jérôme BACONIN

jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr

En collaboration avec l'ambassade de France à

Kigali : quentin.dussart@diplomatie.gouv.fr

Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles

Page pays : [Madagascar](#) / [Seychelles](#) / [Maurice](#) / [Comores](#)

Twitter : [DG Trésor Madagascar](#)

Contact : Frédéric CHOBLET

frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr

Ethiopie, Erythrée, Djibouti

Page pays : [Ethiopie](#) / [Djibouti](#) / [Erythrée](#)

Contact : Anne-Brigitte MASSON

anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr

Ouganda, Soudan du Sud

Page pays : [Ouganda](#) / [Soudan du Sud](#)

Contact : Suzanne KOUKOU PRADA

suzanne.koukouprada@dgtresor.gouv.fr

Tanzanie

Page pays : [Tanzanie](#)

Contact : Annie BIRO

annie.biro@dgtresor.gouv.fr

Soudan

Page pays : [Soudan](#)

Contact : Rafael SANTOS

Rafael.santos@dgtresor.gouv.fr

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Responsable de la publication : Service économique de Nairobi
(jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr).

Rédacteurs : SER de Nairobi et SE de l'AEOI.

Pour s'abonner :

Crédits photo :

sary.zoghely@dgtresor.gouv.fr

©DGTresor